

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

Pouvoir adjudicateur (PA)

ÉTAT – Ministère de la Transition écologique

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)

Direction Régionale et Interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports d'Île-de-France, représentée par Madame la directrice régionale et interdépartementale de l'Environnement, de l'Aménagement et des Transports en vertu de l'arrêté de délégation de Monsieur le préfet de la Région Île-de-France n°IDF-2023-04-19-00003 du 19 avril 2023

Comptable public assignataire

Monsieur le Directeur du Département des Finances Publiques du Val de Marne

Objet du marché

Élaboration des dossiers de protection (classement, inscription au titre des sites) des vallées de la Louette et de la Chalouette dans le département de l'Essonne, du cahier d'orientation de gestion et accompagnement de la démarche de concertation.

MARCHÉ DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES
passé au terme d'une procédure adaptée
(article L2123-1 1° du Code de la commande publique)

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

Le terme CCAG, cité dans le document, désigne le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles approuvé par arrêté interministériel du 30 mars 2021 (Nor : ECOM2106874A).

Le terme RPA, cité dans le document, désigne le Représentant du Pouvoir Adjudicateur

Le présent document comporte 21 pages.

Table des matières

Article 1 CONTEXTE DE L'ÉTUDE ET OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
Article 1.1 Introduction: les fondamentaux du classement.....	4
Article 1.2 Contexte de l'étude de classement : historique, enjeux, périmètre.....	5
Article 1.3 Objet du marché.....	6
Article 1.4 Choix de la procédure de passation et forme du marché.....	7
Article 1.5 Durée du marché et délais d'exécution de la mission.....	7
Article 1.6 Représentation du pouvoir adjudicateur (RPA).....	7
Article 1.7 Forme des notifications.....	8
Article 1.8 Dispositions générales.....	8
Article 1.9 Assurances.....	8
Article 1.10 Désignation de sous-traitants en cours de marché.....	8
Article 2 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ.....	8
Article 2.1 Pièces particulières.....	8
Article 2.2 Pièces générales.....	9
Article 3 PRIX et CLAUSES DE FINANCEMENT.....	9
Article 3.1 Contenu des prix – règlement des comptes.....	9
Article 3.2 Modalités d'actualisation des prix.....	9
Article 3.3 Modalités de transmission des pièces de paiement.....	10
Article 3.4 Modalités de paiement.....	10
Article 3.5 Paiement direct des sous-traitants.....	10
Article 3.6 Avance.....	10
Article 4 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RÉSULTATS.....	11
Article 4.1 Définition.....	11
Article 4.2 Régime des droits de propriété intellectuelle.....	11
Article 4.3 Propriétés des études et des documents disponibles.....	12
Article 4.4 Régime des connaissances antérieures.....	12
Article 5 EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	13
Article 5.1 Capacité et matériels requis.....	13
Article 5.2 Personnel et moyens du titulaire.....	13
Article 5.3 Réception et opérations de vérification.....	13
Article 6 ARTICLE 6- PÉNALITÉS.....	13
Article 7 ARTICLE 7- RÉSILIATION.....	13
Article 7.1 Résiliation pour événements liés au marché.....	13
Article 7.2 Résiliation pour faute du titulaire.....	14
Article 7.3 Résiliation pour motif d'intérêt général.....	14
Article 8 CONSISTANCE TECHNIQUE DU MARCHÉ.....	14
Article 8.1 Désignation des tranches.....	14
Article 8.2 Délais de réalisation de la mission.....	14
Article 8.3 Description détaillée de la mission.....	14
Article 8.3.1 Étape 1 – Recueil de données.....	14
Article 8.3.2 Étape 2 – Élaboration d'une première version des périmètres de protection.....	15
Article 8.3.3 Étape 3 – Élaboration du document d'orientation de gestion et finalisation des périmètres des sites.....	16
Article 8.3.4 Étape 4 – Rédaction du ou des dossiers d'enquête publique.....	17
Article 8.3.5 Étape 5 – Finalisation du(des) dossier(s) à transmettre au Ministre	

après l'enquête publique.....	18
Article 9 ARTICLE 9- DÉROULEMENT DU MARCHÉ.....	19
Article 9.1 Pilotage du marché.....	19
Article 9.2 Réunions.....	19
Article 9.3 Livrables attendus par tranche et formats.....	19
Article 10 ARTICLE 10- DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	21

ARTICLE 1 CONTEXTE DE L'ÉTUDE ET OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 1.1 Introduction: les fondamentaux du classement

La loi du 21 avril 1906 constitue le plus ancien texte législatif s'intéressant à la conservation de paysages et monuments naturels. Dans un contexte de prise de conscience de la fragilité des paysages face aux excès de l'industrialisation, elle encadre la protection des monuments naturels en vue de les sauvegarder. La loi du 2 mai 1930 clarifie l'application de la loi initiale de 1906 et la complète en élargissant les critères de protection. Elle prévoit la possibilité d'inventorier un lieu dont le caractère exceptionnel justifie une protection de niveau national.

Cette loi fondatrice a été codifiée en 2000 dans le code de l'environnement aux articles L341-1 et suivants. Ce corpus réglementaire vise à préserver de toute atteinte grave (destruction, altération, banalisation) les monuments naturels et sites présentant un intérêt général aux motifs scientifique, pittoresque, artistique, historique ou légendaire.

Après classement, les sites constituent un patrimoine national protégé où est instituée une servitude d'utilité publique entraînant le contrôle de tous travaux susceptibles de modifier l'état ou l'aspect du site par une autorisation spéciale de l'État.

L'Île-de-France comporte 252 sites classés, contre en moyenne 102 pour les autres régions, et 239 sites inscrits, pour une moyenne de 184 par région. Ils représentent ensemble presque 250 000 hectares, soit 21 % de la superficie régionale (8 % pour les sites classés et 13 % pour les sites inscrits). La région possède un des plus grands sites classés de France (Forêt de Fontainebleau) et le plus grand site inscrit de France (Vexin français).

Deux niveaux de protection au niveau national ont été institués par le législateur : les sites classés et les sites inscrits

- L'inscription : les sites inscrits présentent suffisamment d'intérêt pour être surveillés de très près sans qu'il soit nécessaire de recourir au classement. Les travaux y sont soumis à déclaration auprès de l'architecte des bâtiments de France (UDAP). Celui-ci dispose d'un simple avis consultatif sauf pour les permis de démolir où l'avis est conforme.
- Le classement : les sites classés sont les sites parmi les plus remarquables. Leur caractère, notamment paysager, doit être rigoureusement préservé. Les travaux y sont soumis, selon leur importance, à autorisation préalable du préfet ou du ministre chargé des sites. Dans ce dernier cas, l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) est obligatoire. L'inspection régionale des sites et l'architecte des bâtiments de France formulent tous deux un avis technique sur les demandes de travaux soumis à une autorisation ministérielle.

Les procédures de classement et d'inscription comportent plusieurs étapes, dans lesquelles le prestataire retenu réalise plusieurs missions en assistance à la DRIEAT (missions spécifiques du prestataire en gras ci-dessous) :

- La **réalisation par le titulaire du marché d'une étude préalable « à 360° »**, abordant différentes thématiques permettant de caractériser le territoire concerné (géologie, environnement, patrimoine, paysage, aspects économiques, agriculture et forêt, points de blocage possibles...), de **justifier la protection** et de **définir une première version du périmètre de classement ou d'inscription**.
- La tenue d'une inspection de l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable du ministère de la Transition écologique, qui se prononce sur l'opportunité et le périmètre de classement ou d'inscription proposé.
- L'**élaboration et la finalisation du dossier d'enquête publique**, qui comporte un **rapport de présentation** permettant de justifier et d'expliquer la mesure de protection et une **délimitation du périmètre retenu**. Il s'accompagne d'un **cahier d'orientations de gestion**, joint pour information à l'enquête publique, qui permet de fixer les modalités de gestion future du site. Ce cahier d'orientations est établi après **concertation avec les acteurs** (collectivités concernées (communes, communautés de communes...), acteurs économiques (agriculteurs, les syndicats de gestion de rivière, les forestiers...), partenaires institutionnels et associatifs, ainsi que les propriétaires le cas

échéant).

- Le recueil de l'avis des personnes publiques associées (communes, propriétaires publics, services de l'Etat...).
- L'enquête publique, organisée par la préfecture pendant un mois, afin de permettre aux propriétaires privés et au public de prendre connaissance du dossier et de recueillir leur avis. Un commissaire enquêteur est nommé. Son rapport est versé au dossier.
- Après l'enquête publique, le recueil de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites.
- La **finalisation du périmètre et sa description littérale** prenant en compte les modifications éventuelles post enquête publique, la transmission du dossier au ministère de la transition écologique, en charge des sites et son examen par la commission supérieure des sites.
- Le classement prononcé par décret en Conseil d'État ; l'inscription prononcée par arrêté ministériel.

La loi (article L.341-7 du code de l'environnement) prévoit également une mesure d'urgence, l'instance de classement, qui peut être prise en cas de menace imminente avérée, directe et irréversible liée à un projet d'aménagement susceptible de compromettre tout classement ultérieur d'un site présentant une valeur patrimoniale. Cette mesure de sauvegarde, prise au niveau ministériel, soumet le site aux effets du classement pendant une durée d'un an à compter de la notification de l'instance aux propriétaires des parcelles concernées.

Article 1.2 Contexte de l'étude de classement : historique, enjeux, périmètre

Les vallées de la Louette et de la Chalouette, sur les communes de Boutervilliers, de Chalo-Saint-Mars, de Chalou-Moulineux, d'Etampes et de Saint-Hilaire dans le département de l'Essonne, ont été inscrites par arrêté en date du 5 juillet 1977 en raison de leur caractère pittoresque. Le site inscrit, d'une surface de 2 207 hectares, englobe le fond de vallée, les coteaux et le rebord du plateau sur les communes de Boutervilliers, Chalô-Saint-Mars, Chalou-Moulineux, Saint-Hilaire et Etampes (cf. Illustration 1).

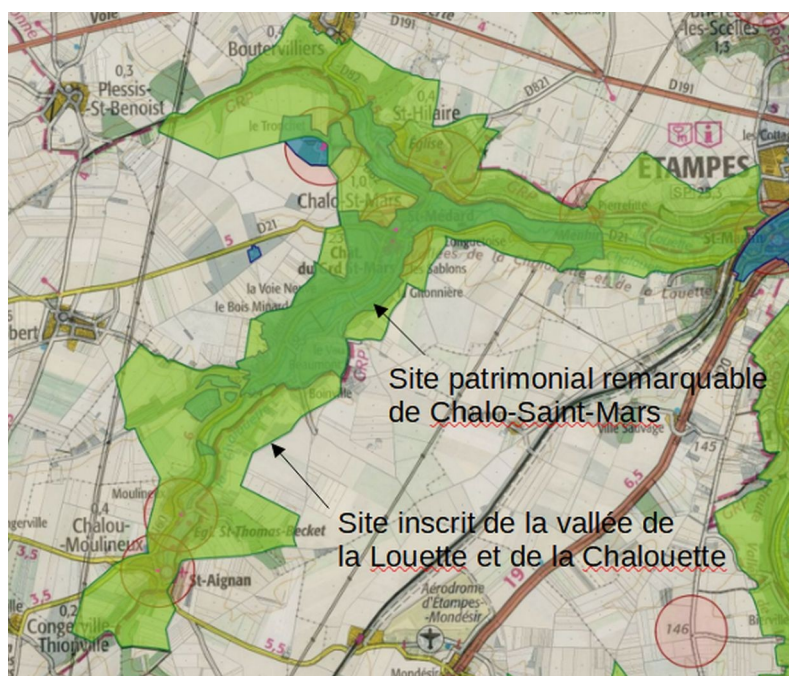


Illustration 1: Périmètres du site inscrit des vallées de la Louette et de la Chalouette et du site patrimonial remarquable de Chalo-Saint-Mars

Composé de deux rivières, la Louette et la Chalouette - la première étant l'affluent de la seconde - et de leurs vallées respectives, cet ensemble présente une entité géographique cohérente. Celle-ci a été clairement distinguée de celles des basse et haute vallées de la Juine inscrites un peu plus tardivement, respectivement le 25 octobre 1974 et le 5 février 1980.

Le service régional en charge des sites a identifié de longue date les vallées de la Louette et de la Chalouette comme méritant d'être intégrées à la liste des sites susceptibles d'être classés. Une étude préalable en vue du classement des vallées de la Basse Juine, de la Louette et de la Chalouette a ainsi été réalisée en 1993 et un cahier de gestion de la Louette et de la Chalouette a été finalisé en 1997. La démarche a permis le classement de la basse vallée de la Juine le 18 juillet 2003, mais n'a pas abouti en ce qui concerne les vallées de la Louette et de la Chalouette. La commission départementale de la nature, des paysages et des sites a retenu ce site dans la liste des sites majeurs restant à classer, confirmée dans une instruction ministérielle de 2019.

Les études réalisées dans les années 1990 comportaient un bilan sur les protections existant dans les vallées, ainsi que des propositions pour mieux protéger et mieux gérer les espaces. Si le constat était fait que *« la majorité des POS est très sévère du point de vue de la protection des espaces naturels et du classement en TC (espace boisé de qualité à protéger, à conserver) des bois et marais »* et que *« les objectifs de la plupart de ces POS révèlent une prise de conscience des élus locaux pour préserver le site et en conserver le caractère naturel, notamment dans les vallées de la Chalouette et de la Louette »*, la fragilité de ces documents d'urbanisme était aussi soulignée. La dégradation des pelouses calcicoles des vallées et la Louette et de la Chalouette est citée, pour justifier *« la nécessité de prévoir une gestion des sites avec la mise en œuvre de protection »*. Le cahier de gestion identifiait quant à lui quatre enjeux prioritaires : le bâti, les routes, l'ouverture paysagère et les espaces naturels. Il proposait des principes de gestion des milieux naturels remarquables, dont les zones humides, les pelouses et prairies calcicoles et les friches. Il intégrait des préoccupations paysagères et d'autres plus environnementales.

Pour pallier l'insuffisance du site inscrit, notamment sur la gestion de son patrimoine bâti, la commune de Chalo-Saint-Mars a mis à l'étude une zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP). Celle-ci a été créée par arrêté du 21 mars 2010, transformée en aire de valorisation de l'architecture et du patrimoine (AVAP) le 12 février 2018 puis en site patrimonial remarquable en 2019.

La commune d'Etampes a également fait ce choix. Sa ZPPAUP a été créée par arrêté du 24 novembre 1998. Celle-ci, qui ne se superpose pas au site inscrit actuel, le complète d'une certaine manière puisqu'elle inclut la confluence de la Louette et de la Chalouette, intégrant ainsi la totalité des deux cours d'eau dans des espaces protégés (site inscrit et/ou site patrimonial remarquable).

Début 2022, les maires de Boutervilliers, de Chalo-Saint-Mars, de Chalou-Moulineux et de Saint-Hilaire, ont demandé le classement du site au préfet de l'Essonne sous le régime de l'instance de classement, en réponse à un projet d'installation de stockage de déchets inertes sur la commune de Saint-Hilaire. A la suite de l'inspection générale d'opportunité réalisée en juillet 2022, le ministre de la Transition écologique a engagé ses services à poursuivre la procédure de classement du site des vallées de la Louette et de la Chalouette sous le régime de l'instance de classement. Il demande également à ce que les limites du site soient affinées en s'appuyant davantage sur la topographie, et à travailler leur articulation avec le périmètre du site patrimonial remarquable de Chalo-Saint-Mars. Dans le cadre de ce travail sur les limites, il conviendra également de s'interroger sur l'évolution des limites du site inscrit actuel (conservation sur les centre-bourgs et hameaux constitués, extension sur les abords du futur site classé...).

Article 1.3 Objet du marché

Le présent marché a pour objectif la réalisation des pièces nécessaires au(x) dossier(s) d'enquête publique de classement, et le cas échéant, d'inscription des vallées de la Louette et de la Chalouette ainsi que d'un cahier d'orientation de gestion du site classé. **Ce dossier*** comportera des éléments de contexte, de description, d'argumentaire, de propositions d'orientation de gestion. Il comportera des éléments cartographiques et graphiques. Ce marché a également pour objectif l'accompagnement des services de l'État dans la démarche de concertation.

**La constitution du dossier de classement est régi par la circulaire du 17 juillet 1998-Annexe 1.*

Ce marché comporte deux tranches. La description des prestations et leurs spécifications techniques sont

indiquées dans les articles 8 et 9 du présent document.

L'engagement du marché sera formalisé par un ordre de service. Il sera notifié par le représentant du pouvoir adjudicateur, désigné lors de la notification du marché au titulaire dans les conditions de l'article 3,8 du CCAG.

Article 1.4 Choix de la procédure de passation et forme du marché

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée, en application de l'article L2123-1 1° du CCP.

Conformément aux dispositions des articles R2113-4 à R2113-6 du CCP, le marché comportera une tranche ferme (TF) une tranche optionnelle (TO) dont les prestations attendues sont décrites à l'article 8 ci-dessous et conformes aux missions listées dans la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Il n'est pas prévu d'indemnité de dédit ni d'indemnité d'attente en cas de non affermissement ou d'affermisssement avec retard de la tranche optionnelle.

Article 1.5 Durée du marché et délais d'exécution de la mission

La durée de la tranche ferme est de 12 mois. La durée de la tranche conditionnelle est de 4 mois à compter de l'affermisssement.

Le marché prend effet à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrage de la tranche ferme.

Conformément à l'article 13.2.2 du CCAG, la date d'expiration du délai d'exécution est la date de présentation des études au RPA, en vue de l'engagement des opérations de vérification. Le délai s'appliquant au prestataire n'inclut pas le délai nécessaire au RPA pour effectuer ses opérations de vérification et prendre sa décision (article 3.2.6 du CCAG).

Article 1.6 Représentation du pouvoir adjudicateur (RPA)

Pour les besoins de l'exécution du marché, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le représentant du pouvoir adjudicateur auprès du titulaire :

- **Concernant le suivi administratif et comptable du marché**, les personnes indiquées dans l'arrêté portant subdélégation de signature en matière d'ordonnancement secondaire (désignées par l'acronyme DRIEAT/SG) sont habilités à représenter le pouvoir adjudicateur auprès du titulaire pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
 - b) réception des demandes de paiement (article 11.6 du CCAG) ;
 - c) information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire.
 - d) signature et notification des décisions de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement des dispositions contractuelles (articles 3.3 et 29 du CCAG) ;
 - e) réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (articles 3.1 et 3.2 du CCAG).
- **Concernant l'exécution technique des prestations prévues**, le chef du service Nature et Paysages (DRIEAT/SNP) est habilité à représenter le pouvoir adjudicateur auprès du titulaire pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.6 du CCAG) ;
 - b) proposition de suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;

- c) vérifications quantitatives et qualitatives des prestations, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (par dérogation à l'article 28 du CCAG).

Article 1.7 Forme des notifications

La notification au titulaire des décisions ou informations du RPA qui font courir un délai est faite par courrier électronique ou via la plateforme des achats de l'État (<http://www.marches-publics.gouv.fr>) et, en général, par tout moyen permettant d'attester la date et l'heure de réception de la décision ou de l'information.

En complément de l'article 3.1 du CCAG, les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du titulaire de la décision ou de l'information dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG.

Article 1.8 Dispositions générales

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le prix, libellé en euros, reste inchangé en cas de variation de change. En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Article 1.9 Assurances

Le titulaire doit être garanti par une police destinée à couvrir sa responsabilité civile professionnelle en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le RPA, à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de l'opération avant ou après son exécution.

Pour justifier de l'ensemble de ces garanties et par dérogation à l'article 9.2 du CCAG, le titulaire doit fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Il doit adresser ces attestations au RPA dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure, pendant toute la durée de sa mission.

Sur simple demande du RPA, le titulaire doit justifier à tout moment du paiement de ses primes ainsi que de celles de ses sous-traitants.

Article 1.10 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-8. ci-dessus.

ARTICLE 2 PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Article 2.1 Pièces particulières

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité et dont seul l'exemplaire original détenu par la personne publique fait foi :

- l'Acte d'engagement (AE) dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- la Décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
- le mémoire technique faisant apparaître le planning de réalisation des différentes tranches de l'étude et de remise des livrables ainsi que les coûts associés.

Article 2.2 Pièces générales

Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de PI approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (Nor : ECOM2106874A).

ARTICLE 3 PRIX ET CLAUSES DE FINANCEMENT

Article 3.1 Contenu des prix – règlement des comptes

En complément de l'article 10.1.3 du CCAG, les prix sont réputés comprendre toutes les suggestions nécessaires à la bonne exécution des prestations du marché. Ils intègrent notamment les frais d'acquisition de données et de déplacement sur le terrain ou pour rencontrer les différents acteurs référencés dans le CCP avec, si nécessaire, les frais d'hébergement.

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont exprimées en HT et TTC. Elles seront rémunérées sur la base de la Décomposition du prix global et forfaitaire.

Les **prix sont fermes** pour toute la durée du marché et actualisables dans les conditions prévues aux articles R.2112-9 à R.2112-12 du CCP et selon les dispositions décrites à l'article 3.2 de la présente.

Les modalités de règlement du marché sont conformes aux articles 11 et 12 du CCAG.

Toutefois ces prestations pourront être réglées partiellement sur la demande du titulaire. Dans ce cas, la demande d'acompte établie par le titulaire indique le pourcentage d'avancement de sa mission, qui sera d'au moins 30 % pour la première demande. Elle est accompagnée du compte rendu d'avancement permettant d'établir le constat en vue du paiement. Ce pourcentage, après accord du RPA, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

Article 3.2 Modalités d'actualisation des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'établissement des prix.

Ce mois est appelé « mois M0 », il est indiqué en page 1 du Règlement de Consultation (RC).

Le prix ferme sera actualisé si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date ou mois d'établissement du prix initial et la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations.

Cette actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient d'actualisation (C1) donné par la formule :

$$C1 = \frac{I_m - 3}{I_0}$$

dans laquelle :

- I_0 : index connu au mois d'établissement des prix;
- $I_m - 3$: index connu au mois antérieur de trois mois au mois «m» contractuel de commencement d'exécution des prestations.

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index national : **Services d'ingénierie et services de conseil technique connexes et géomètres** publié sur le site <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/010546022>

Article 3.3 Modalités de transmission des pièces de paiement

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance n°2014-697, l'obligation de transmettre toutes demandes de paiement sous forme électronique s'impose à tous les opérateurs économiques et s'effectue après inscription sur le portail *Chorus Pro* depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail *Chorus Pro* sont disponibles en cliquant sur le lien suivant :
<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, outre les autres mentions prévues à l'article 1 du décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, les informations suivantes :

- le numéro de marché **23-005PASNP** et sa date de notification ;
- l'objet du marché ;
- l'identification complète du créancier (nom et adresse) ;
- un tableau de suivi des prestations déjà facturées et à facturer, avec si nécessaire les pourcentages d'avancement des prestations en cours d'étude ;
- le numéro d'engagement juridique (EJ) du marché qui sera transmis au titulaire par le RPA postérieurement à la notification du marché ;
- le Code du service exécutant FAC0000094 ;
- le n° SIRET de l'État : 11000201100044 ;
- la date d'établissement de la demande de paiement ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé sur l'acte d'engagement.

Article 3.4 Modalités de paiement

Le délai global de paiement est fixé à 30 jours. Ce délai de paiement peut être suspendu par le RPA en cas de demande d'informations complémentaires nécessaires à l'établissement de la mise en paiement.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L. 2192-12 à L. 2192-14 et R. 2192-31 à R. 2192-34 et R. 2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Article 3.3 Paiement direct des sous-traitants

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les modalités des articles R2193-10 à R2193-16 du CCP.

Article 3.4 Avance

Une avance peut être accordée au titulaire conformément à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique.

Sa gestion sera conforme aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du Code de la commande publique.

Son montant est fixé à 5 % d'une somme égale à douze fois le montant initial TTC du marché divisé par sa durée exprimée en mois.

Si le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-3 ci-

dessus compté à partir de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Conformément aux articles L. 2193-10 à L. 2193-13 et R. 2193-10 à R. 2193-21 du Code de la commande publique, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le sous-traitant peut présenter au Pouvoir Adjudicateur sa demande d'avance. Il joint à cette demande une attestation du titulaire, indiquant, par dérogation à l'article 11.1 du CCAG, le montant des prestations qu'il doit exécuter ainsi que leur durée d'exécution exprimée en mois.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le représentant du pouvoir adjudicateur. Le remboursement de cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 4 PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RÉSULTATS

Article 4.1 Définition

Il est fait application des dispositions prévues au chapitre VI du CCAG – PI.

Article 4.2 Régime des droits de propriété intellectuelle

Les prestations du présent marché sont régies par l'article 35-2 du CCAG.

Le titulaire du marché cède, à titre exclusif, l'intégralité des droits ou titres de toute nature afférents aux documents produits. Le RPA peut librement, sans condition de délai, utiliser les résultats, mêmes partiels, des prestations réalisées par le titulaire dans le cadre du présent marché, pour l'exécution de ses missions. Cette cession des droits couvre le cahier des normes graphiques à compter de sa livraison sous condition résolutoire de la réception des prestations. Ces droits comprennent, dans le respect des droits moraux, l'ensemble des droits patrimoniaux de reproduction et de représentation et notamment d'adaptation, d'arrangement, de correction, de traduction, d'incorporation afférents aux résultats. Les droits cédés par le prestataire à la personne publique sont valables pendant toute la durée de protection légale et pour le monde entier.

Toutes les études, documents produits, etc. en exécution du présent contrat seront la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur et ne pourront faire l'objet d'aucune diffusion ou utilisation sans son accord. À l'issue de la prestation, le bureau d'études devra fournir les fichiers sources réalisés au RPA. Ce dernier pourra les réutiliser en fonction de ses besoins et les transmettre à ses partenaires (DREAL, DDT, Agence de l'eau Seine-Normandie, etc).

Le RPA peut communiquer à des tiers les résultats des prestations, notamment les dossiers d'études, documents et renseignements de toute nature provenant de l'exécution du marché.

Toutes les données, autres que celles pouvant porter atteinte à la personne et aux biens, au droit à l'image, à la confidentialité des données personnelles, sont donc susceptibles d'être portées à la connaissance du public en application de la directive 2007/2/CE du 14 mars 2007 établissant une infrastructure d'information géographique dans la Communauté européenne (directive INSPIRE). Dès lors, la mise à disposition du public peut se faire par tout moyen de communication et notamment par Internet.

L'ensemble des droits et crédits notamment des prestations graphiques seront cédés au pouvoir adjudicateur qui pourra les utiliser ultérieurement en mentionnant l'auteur.

Le montant de la cession des droits de propriété intellectuelle est précisé dans la DPGF et est prévu à l'article B1 de l'AE.

Article 4.3 Propriétés des études et des documents disponibles

Tous les éléments fournis par le RPA et mis à disposition du prestataire seront restitués par celui-ci en fin de contrat. En cas de nécessité et sur demande expresse du RPA, cette restitution pourra avoir lieu avant la fin de l'étude.

Toutes les études, documents produits, etc. en exécution du présent contrat seront la propriété exclusive du pouvoir adjudicateur et ne pourront faire l'objet d'aucune diffusion ou utilisation sans son accord, conformément aux dispositions prévues à l'article 4.2 ci-dessus.

Article 4.4 Régime des connaissances antérieures

Il est fait application des articles 33 et 34 du CCAG.

Les connaissances antérieures désignent tous les éléments qui ne résultent pas de l'exécution des prestations objet du marché.

Les connaissances antérieures indiquées ci-après et nécessaires à l'exécution du marché, sont mises à disposition du titulaire par le RPA :

URBANISME :

Les données disponibles sur les documents d'urbanisme sont accessibles sur le Géoportail de l'urbanisme (<https://www.geoportail-urbanisme.gouv.fr/>), sur les sites Internet des communes ou sur demande selon les cas.

HISTOIRE, NATURE, PAYSAGE, POLLUTION :

- Atlas des paysages de l'Essonne : accessible sur <https://www.caue91.asso.fr/content/guide-des-paysages-urbains-et-naturels-de-lessonne>
- Étude en vue du classement des vallées de la Basse Juine, de la Louette et de la Chalouette, BECA Environnement, 1993
- Vallées de la Louette et de la Chalouette, cahier de gestion, 1997
- Rapport d'inspection générale, Projet de classement des vallées de la Louette et de la Chalouette (Essonne), 27 juin 2022
- Circulaire DNP/SP n°98-2 du 17 juillet 1998 relative à la composition des dossiers de classement de site au titre de la loi du 2 mai 1930 et des dossiers d'autorisation de travaux dans un site classé.
- Le Corpus Etampois, site Internet comportant de nombreuses ressources historique : <http://corpusetampois.com/>

CARTOGRAPHIE et COUCHES SIG

- Les contours du périmètre d'étude au format SIG (Shapefile) et en projection EPSG:2154
- Les référentiels géographiques correspondants (Scan 25 et orthophotographies) sur la base d'une convention de prêt ;
- la charte graphique du Ministère.

Conformément aux dispositions prévues par l'article 5.1 du CCAG, le titulaire est tenu à une obligation de confidentialité en ce qui concernera les informations recueillies au cours et à l'occasion de l'exécution des prestations objet du marché.

Pour sa part, le titulaire s'engage à offrir les garanties prévues à l'article 35.4.2 du CCAG en ce qui concerne les connaissances antérieures pouvant s'avérer nécessaires à la réalisation de l'objet du marché.

ARTICLE 5 EXÉCUTION DU MARCHÉ

Article 5.1 Capacité et matériels requis

L'équipe se composera d'un paysagiste concepteur, mandataire du marché, d'une personne qualifiée pour l'accompagnement de la concertation et de toute autre compétence adaptée à la commande.

Le titulaire démontrera sa capacité matérielle (traceur, logiciel, reprographie, ...) à réaliser les cartographies demandées et tout autre document graphique.

Article 5.2 Personnel et moyens du titulaire

Le titulaire désigne un responsable qui est l'interlocuteur habituel du RPA. Tout changement de ce responsable est soumis à l'agrément préalable du RPA.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- aux dispositions générales prévues par la législation du travail,
- au règlement intérieur de l'établissement,
- aux règles de sécurité à respecter sur les secteurs ouverts à la circulation publique et dans les domaines aquatiques.

Le RPA se réserve le droit à tout moment, et sans avoir à en justifier, de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en toute ou partie.

Il est interdit à toute personne de pénétrer dans des espaces ou des locaux qui n'exigent pas son intervention.

Article 5.3 Réception et opérations de vérification

La réception du marché est prononcée après constatation par le RPA que la réalisation des prestations soit correcte et que tous les documents et fichiers lui aient été remis.

Les opérations de vérification telles que définie à l'article 28 du CCAG sont destinées à constater dans quelles mesures les prestations livrées correspondent bien aux stipulations du marché et du CCP en particulier.

En application de l'article 28.2 du CCAG, les décisions de réception, d'ajournement, de réfaction ou de rejet doivent intervenir avant l'expiration du délai de 2 mois à compter de la date de l'accusé de réception par le RPA de ces documents.

Ce délai court à compter de la date de réception par la DRIEAT du dossier considéré. Si la décision du RPA n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme reçue avec effet à compter de l'expiration du délai (réception ou approbation tacite).

En cas de rejet ou d'ajournement, le RPA dispose, pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, du même délai que celui indiqué ci-dessus.

ARTICLE 6 ARTICLE 6- PÉNALITÉS

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 7 ARTICLE 7- RÉSILIATION

Article 7.1 Résiliation pour événements liés au marché

Conformément à l'article 38.1 du CCAG, lorsque le titulaire rencontre, au cours de l'exécution des prestations, des difficultés techniques, dont la solution nécessiterait la mise en œuvre de moyens hors de

proportion avec le montant du marché, le RPA peut résilier le marché, de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Article 7.2 Résiliation pour faute du titulaire

Le RPA résilie le marché aux torts du titulaire si, pour une cause quelconque, il vient à manquer à l'une de ses obligations contractuelles.

Les modalités de résiliation sont celles prévues au CCAG.

Il est rappelé qu'en application de l'article 27 du CCAG, le RPA est en droit de faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire défaillant. Il fait alors appel à un autre prestataire pour achever l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage à ne pas exercer de manière abusive, ses droits d'auteurs pour empêcher l'exécution de la décision du pouvoir adjudicateur prise en application de cet article.

Article 7.3 Résiliation pour motif d'intérêt général

La personne publique peut résilier à tout moment le présent contrat pour motif d'intérêt général.

Il est alors fait application de l'article 40 du CCAG.

ARTICLE 8 CONSISTANCE TECHNIQUE DU MARCHE

Article 8.1 Désignation des tranches

La mission comportera une tranche ferme comprenant 4 étapes (cf. Étape 1 – Recueil de données, Étape 2 – Élaboration d'une première version des périmètres de protection, Étape 3 – Élaboration du document d'orientation de gestion et finalisation des périmètres des sites et Étape 4 – Rédaction du ou des dossiers d'enquête publique) et une tranche optionnelle comprenant 1 étape (cf. Étape 5 – Finalisation du(des) dossier(s) à transmettre au Ministre après l'enquête publique).

Article 8.2 Délais de réalisation de la mission

La répartition des délais de réalisation de la mission prévue par le marché est la suivante :

- **Tranche ferme** : durée de 12 mois à compter de la notification au titulaire de l'ordre de service (OS) de démarrage de la prestation.
- **Tranche optionnelle** : durée de 4 mois à compter de l'affermissement.

Article 8.3 Description détaillée de la mission

Article 8.3.1 Étape 1 – Recueil de données

Cette étape permet de constituer un premier fond documentaire permettant d'enrichir l'étude. Il sera constitué à partir de documents disponibles à la DRIEAT, mis à disposition par les acteurs du territoire ou collectés via Internet. En vue d'une publication ultérieure, il faudra s'assurer de l'accord des auteurs des études ou des données.

La fin de cette phase sera formalisée par les livrables énoncés ci-après. Néanmoins, la collecte d'informations pourra se poursuivre tout au long de l'étude, notamment à l'occasion des entretiens particuliers.

Il existe, d'ores-et-déjà, un certain nombre d'études, de réflexions ou de données mentionnées en Article 4.4.

Cette étape se conclut par la tenue d'un comité de pilotage de lancement, avec une présentation de la méthodologie de l'ensemble de la mission et de son calendrier devant les maires des communes concernées.

Livrables : *Pour les formats et modalités de transmission des livrables, voir chapitre 9.3*

Carte de synthèse des données recensées

Note de présentation, avec premiers enjeux perçus

Réunions : 1 réunion préalable au lancement de la mission avec la DRIEAT

1 COPIL de lancement

Article 8.3.2 Étape 2 – Élaboration d'une première version des périmètres de protection

Cette deuxième étape s'appuie sur les données recueillies à l'étape 1, ainsi que sur des visites de terrain et des échanges avec les acteurs locaux.

Cette phase comprend :

- La réalisation d'arpentages de terrain pour appréhender le territoire et ses différentes composantes.
- La rencontre des différents acteurs locaux ;
- L'analyse des PLU des communes et du SPR de Chalo-Saint-Mars avec un croisement entre les zones urbanisées et à urbaniser de ces documents et l'occupation des sols actuelle et les enjeux environnementaux présents ;
- L'analyse de la propriété foncière publique et privée ;
- L'élaboration d'une étude préalable « à 360° » permettant la caractérisation des lieux : géologie, occupation du sol, paysage, environnement, patrimoine, agriculture et forêt, aspects économiques... et l'identification des tendances d'évolution, des menaces et des enjeux. Cette étude doit permettre de proposer et de justifier
- La réalisation d'une première ébauche des périmètres de site classé et de site inscrit.

Cette étape se conclut par la tenue d'un comité de pilotage visant l'échange avec les élus sur la vision du territoire et les propositions de périmètres, et le lancement du groupe de travail sur les orientations de gestion.

Livrables : *Pour les formats et modalités de transmission des livrables, voir chapitre 9.3*

Liste des acteurs rencontrés

Analyse des PLU des communes et du SPR de Chao-Saint-Mars

Analyse de la propriété foncière publique et privée

Étude préalable à 360°

Première ébauche des périmètres : justification, cartes (cf. ci-après)

Rendus cartographiques à des échelles et sur des thèmes divers :

- Carte de localisation du site à l'échelle du département / de l'EPCI concerné / des communes (aire d'étude, aire d'influence)
- Carte des grandes caractéristiques physiques, paysagères, écologiques
- Carte d'insertion du site dans la ou les entités paysagères
- Cartes historiques
- Cartographie des autres servitudes environnementales (Natura 2000, ZNIEFF, réserves géologiques....), urbaines et patrimoniales (zones PLU, SPR, périmètres MH, ...)
- Carte du foncier, des usages
- Carte des forces et faiblesses du paysage existant

- Carte de synthèse des tendances d'évolution, des menaces et des enjeux
- Cartes de la première ébauche des périmètres

Réunions : Plusieurs journées d'arpentage de terrain
Rencontres avec les acteurs
Réunions d'échange avec la DRIEAT (au moins 2)
1 COPIL de présentation des résultats de l'étape

Article 8.3.3 Étape 3 – Élaboration du document d'orientation de gestion et finalisation des périmètres des sites

Cette phase comprend :

- L'élaboration du cahier d'orientations de gestion du site classé, élaboré par le prestataire en liaison avec la DRIEAT, les principaux acteurs locaux, les usagers du site et les partenaires de sa gestion future (cf. encart ci-après) ;
- La finalisation des périmètres de protection (site classé, site inscrit le cas échéant) argumentés et justifiés – et notamment l'articulation avec les autres protections patrimoniales, avec délimitation parcellaire.

L'étape se conclut par la tenue par un COPIL de présentation aux communes des périmètres finalisés et du cahier d'orientations de gestion.

Le **cahier d'orientations de gestion** précise les principes selon lesquels les demandes de travaux en site classé seront analysées. Le cahier d'orientation de gestion peut également suggérer des actions de reconquête ou de mise en valeur de certains secteurs. Ce cahier est constitué d'un ensemble de fiches de gestion, par thème et/ou secteur géographique. Il s'appuie sur les conclusions des étapes précédentes, qui auront permis d'identifier les enjeux de gestion du site et donc les thèmes des fiches. A titre d'exemple, les fiches pourront concerner les sujets suivants : Bâti agricole ; Petit patrimoine lié à l'eau ; Extensions résidentielles ; Entrées de village ; Modes doux ; Clôtures... Selon le sujet, elles seront illustrées de photos, de dessins, diagrammes... Chaque fiche est élaborée lors d'ateliers thématiques regroupant les acteurs concernés. Une fiche introductive présente la procédure d'autorisation spéciale de travaux en site classé et les pièces attendues dans les dossiers. Le nombre maximal de fiches est fixé à 15. A titre d'exemple, le cahier d'orientations de gestion du site classé de la Vallée de l'Ysieux et de la Thève est consultable sur le site Internet de la DRIEAT : <https://www.dricat.ile-de-france.developpement-durable.gouv.fr/le-document-d-orientation-et-de-gestion-des-sites-a12541.html>

Ce cahier d'orientation de gestion n'est pas une pièce réglementaire de la procédure de classement, mais il est joint au dossier d'enquête publique pour information. Les orientations définies n'engagent pas l'avis final du ministre chargé des sites, mais servent de cadre de réflexion et de fil directeur pour les acteurs locaux, le public, la commission départementale de la nature des sites et des paysages (CDNPS) et les services instructeurs en charge des sites.

Périmètre concerné : site à classer

Livrables : Pour les formats et modalités de transmission des livrables, voir chapitre 9.3

Calendrier des rendez-vous des groupes de travail thématiques avec liste des participants

Documents préparatoires aux ateliers d'élaboration du cahier d'orientations de gestion

Projets de fiches puis fiches validées avec illustrations (15 au maximum)

Rendus cartographiques :

- Périmètre actualisé des protections proposées (site classé, site inscrit) au 1/25 000
- Périmètre actualisé des protections proposées (site classé, site inscrit) à la parcelle sur fond cadastral et tableau d'assemblage associé

Réunions : Au moins 2 ateliers par thème (1 pour brainstorming, 1 pour finalisation et validation du contenu)

Article 8.3.4 Étape 4 – Rédaction du ou des dossiers d'enquête publique

Cette étape consiste à préparer le ou les dossiers d'enquête publique. Si un site inscrit est proposé, deux enquêtes publiques seront à prévoir : une pour le site classé, et une pour le site inscrit. Ces enquêtes ont une durée de 30 jours consécutifs. Elles se déroulent concomitamment.

Le contenu d'un dossier d'enquête publique de classement et d'inscription est régi par les articles R241-2 et R341-4 du code de l'environnement ainsi que par la circulaire DNP/SP n°98-2 du 17 juillet 1998 relative à la composition des dossiers de classement de site au titre de la loi du 2 mai 1930.

Les dossiers d'enquête publique comportent (en gras, les pièces dont le mandataire doit assurer la production) :

- Un **rapport de présentation** comportant une analyse paysagère, historique et géomorphologique du site et justifiant l'intérêt du classement / de l'inscription. Ce rapport est illustré de photographies, de croquis et de cartes. Il comporte une cinquantaine de pages au maximum (cf. encart ci-après) ;
- Un **plan de délimitation** du site à classer/à inscrire, selon la charte graphique du Ministère ;
- Les **plans cadastraux** correspondants, selon la charte graphique du Ministère ;
- Une note de présentation précisant les coordonnées du maître d'ouvrage ou de la personne publique responsable du projet, l'objet de l'enquête, les caractéristiques les plus importantes du projet, et un résumé des principales raisons pour lesquelles, notamment du point de vue de l'environnement, le projet soumis à enquête a été retenu ;
- La mention des textes qui régissent l'enquête publique en cause et l'indication de la façon dont cette enquête s'insère dans la procédure administrative relative au projet ;
- Lorsqu'ils sont rendus obligatoires par un texte législatif ou réglementaire préalablement à l'ouverture de l'enquête, les avis émis sur le projet (notamment, les délibérations des conseils municipaux et des propriétaires publics) ;
- L'indication que le dossier a (ou n'a pas) donné lieu à une concertation préalable ;
- La mention des autres autorisations nécessaires pour réaliser le projet ;
- En annexe du dossier de classement, le **document d'orientations de gestion**.

Le prestataire devra veiller à la complétude des dossiers au regard des textes qui régissent leur composition.

Le **rapport de présentation** est un élément déterminant sur lequel se fonderont ultérieurement les services pour l'instruction des demandes d'autorisation de travaux. Il est également examiné attentivement par le Conseil d'État lors de la consultation préalable au classement puis, en cas de contentieux, par le juge administratif. Il est donc impératif de lui apporter une attention particulière.

Il est indispensable que le rapport de présentation soit complet et concis et permette d'apprécier la valeur du site, la nécessité ou l'opportunité de sa protection par la mise en œuvre d'une procédure forte, au regard des diverses activités dont il peut être le support (activités agricoles, touristiques, économiques...) ainsi que les bénéfices attendus en termes de maîtrise de l'évolution de ce territoire.

La loi de 1930 a tout d'abord vocation à consacrer un paysage d'exception reconnu comme tel par l'État et à ce titre devant faire partie du patrimoine national, avant d'être un instrument défensif permettant de contrôler les modifications ou les évolutions d'un site exceptionnel. Le rapport doit en conséquence faire ressortir le caractère remarquable et l'intérêt paysager majeur du site retenu pour le classement. Il doit en outre faire apparaître les éléments spécifiques et originaux qui peuvent y exister, ainsi que la structure et l'organisation du site.

Les raisons du classement doivent donc être explicitées de la manière la plus éclairante possible en se fondant sur une analyse principalement paysagère du site, permettant de justifier et illustrer le ou les motifs de classement retenus (artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque) ainsi que le périmètre retenu.

D'après la circulaire du 17 juillet 1998 sur la composition des dossiers de classement

Cette étape conclut la tranche ferme du marché.

Livrables : *Pour les formats et modalités de transmission des livrables, voir chapitre 9.3*

Les pièces suivantes du/des dossier(s) d'enquête publique au format numérique :

- Le(s) rapport(s) de présentation comportant une analyse paysagère, historique et géomorphologique du site et les objectifs du classement/de l'inscription ;
- Le(s) plan(s) de délimitation du site à classer/à inscrire ;
- Les plans cadastraux correspondants, avec tableau d'assemblage ;
- Le document d'orientation de gestion (pour le site classé).

Réunions : Réunions d'échange avec la DRIEAT (au moins 2)

Article 8.3.5 Étape 5 – Finalisation du(des) dossier(s) à transmettre au Ministre après l'enquête publique

Cette étape est réalisée dans le cadre d'une tranche conditionnelle, d'une durée de 4 mois à compter de la date d'affermissement.

A l'issue de l'enquête publique, le dossier est présenté par la DRIEAT pour avis à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites. Ces deux consultations peuvent entraîner des demandes d'ajustements mineurs, sans modification de l'économie générale des projets de classement et d'inscription. En outre, le dossier doit, avant transmission au Ministre, être complété d'une description littérale des périmètres de protection.

Cette phase comprend donc :

- La mise à jour post enquête des plans de délimitation des sites à classer/inscrire et des plans cadastraux (avec tableau d'assemblage) ;
- La mise à jour du/des rapport(s) de présentation ;
- La mise à jour du cahier d'orientation de gestion ;
- La rédaction des descriptions littérales des périmètres de sites (cf. encart ci-après).

Si précis que soient les documents graphiques et les photographies, ils doivent être cependant accompagnés d'une **description écrite de la délimitation**, indiquant précisément les limites du site à classer, par la référence à des éléments identifiés, comme les limites et les numéros de parcelles, le numéro d'une route, une voie ferrée, un croisement de deux voies, une rivière, une limite communale, etc. Le point de départ du périmètre doit également être signalé avec précision.

Nota : la description littérale peut également prendre la forme d'une liste des parcelles incluses dans le site. Cette modalité est peu adaptée aux sites de grande taille.

Cette délimitation sera intégrée dans l'acte de classement (décret ou arrêté).

La délimitation écrite devra coïncider exactement avec les documents cartographiques. L'adéquation entre les deux types de documents permet d'éviter des interrogations ultérieures, à l'occasion d'une demande d'autorisation de travaux par exemple, sur le périmètre exact du site et la situation d'un terrain.

A cet égard, le document écrit est généralement considéré par le juge administratif comme ayant une valeur supérieure au document graphique. C'est pourquoi une très grande attention doit être portée à cet aspect du dossier afin d'éviter de faire naître des contestations.

Les éléments suivants doivent être ajoutés : la surface totale du site, la surface du site par rapport à la surface de la commune ou de chaque commune, la surface du domaine public classé.

D'après la circulaire du 17 juillet 1998 sur la composition des dossiers de classement

Livrables : Pour les formats et modalités de transmission des livrables, voir chapitre 9.3
Le(s) plan(s) de délimitation du site à classer/à inscrire mis à jour
Les plans cadastraux correspondants mis à jour, avec tableau d'assemblage
La/Les description(s) littérale(s) du/des périmètre(s)

Réunions : 1 réunion d'échange avec la DRIEAT

ARTICLE 9 ARTICLE 9- DÉROULEMENT DU MARCHÉ

Article 9.1 Pilotage du marché

Le RPA assurera le pilotage technique de l'exécution des prestations prévues. Un comité de pilotage (COPIL) présidé par le RPA sera instauré. Il sera composé a minima des services de l'État (DDT91, UDAP91) et des élus.

Article 9.2 Réunions

Pour la bonne exécution de la prestation prévue par le marché, des réunions de pilotage à l'initiative du RPA sont prévues (cf. Article 8.3). D'autres réunions ou échanges sont à prévoir : échanges informels (possibles en visioconférence ou par téléphone), rencontres particulières de recueil de données, visites de terrain.

Article 9.3 Livrables attendus par tranche et formats

Les livrables mentionnés à chaque tranche du marché devront être transmis à une date convenue avec le RPA, dans un délai de 10 jours précédant les réunions de restitution. A la suite de ces échanges, le RPA pourra le cas échéant, formuler des demandes d'amendements qui devront être pris en compte dans les livrables. Les livrables, après validation du RPA seront communiqués à la date conforme au calendrier de l'offre.

Tranche ferme :

Après validation du RPA, l'ensemble du dossier comprendra :

- Les livrables intermédiaires (étapes 1 à 3) :

Étape	Livrable
1	1. Carte de synthèse des données recensées 2. Note de présentation, avec premiers enjeux perçus
2	1. Liste des acteurs rencontrés 2. Analyse des PLU des communes et du SPR de Chalo-Saint-Mars 3. Analyse de la propriété foncière publique et privée 4. Étude préalable à 360° 5. Première ébauche des périmètres : justification 6. Rendus cartographiques à des échelles et sur des thèmes divers : <ul style="list-style-type: none">• Carte de localisation du site à l'échelle du département / de l'EPCI concerné / des communes (aire d'étude, aire d'influence)• Carte des grandes caractéristiques physiques, paysagères, écologiques• Carte d'insertion du site dans la ou les entités paysagères• Cartes historiques• Cartographie des autres servitudes environnementales (Natura 2000, ZNIEFF, réserves géologiques....), urbaines et patrimoniales (zones PLU,

- SPR, périmètres MH, ...)
- Carte du foncier, des usages
- Carte des forces et faiblesses du paysage existant
- Carte de synthèse des tendances d'évolution, des menaces et des enjeux
- Cartes de la première ébauche des périmètres

3

- 1.** Calendrier des rendez-vous des groupes de travail thématiques avec liste des participants
- 2.** Documents préparatoires aux ateliers d'élaboration du cahier d'orientations de gestion
- 3.** Projets de fiches puis fiches validées avec illustrations (15 au maximum)
- 4.** Rendus cartographiques :
 - Périmètre actualisé des protections proposées (site classé, site inscrit) au 1/25 000
 - Périmètre actualisé des protections proposées (site classé, site inscrit) à la parcelle sur fond cadastral et tableau d'assemblage associé

- Les livrables finaux (**étape 4**), pour le classement et le cas échéant , pour l'inscription :

- 1.** le rapport de présentation ;
- 2.** le périmètre sur une carte à l'échelle 1/25 000^{ème} ;
- 3.** le périmètre sur fonds cadastraux concernés pour l'ensemble des communes concernées, avec tableau d'assemblage ;
- 4.** le cahier d'orientation de gestion (site classé uniquement) ;

Tranche optionnelle :

Le dossier sera composé des 4 documents (livrables finaux) de la tranche ferme corrigés des amendements éventuels, ainsi que de la/des description(s) littérale(s) du/des périmètre(s) de protection (site classé, site inscrit).

Formats des livrables :

Les documents seront fournis en version numérique au format In-design ou Libre Office, en version modifiable utilisant des polices de caractère en libre accès, et au format PDF permettant la sélection du texte pour copie.

En outre, un exemplaire papier au format officiel du/des dossier(s) d'enquête(s) publique(s) sera fourni, à savoir une chemise à sangle portant le titre + logo de la DRIEAT-IF en page de garde + un sommaire au verso incluant :

- Le rapport de présentation couleur spiralé ;
- Le cahier d'orientation de gestion couleur spiralé ;
- Le périmètre au 1/25 000^{ème} couleur plié ;
- Les planches cadastrées classées par commune (1 chemise par commune). Chaque planche sera pliée au format A4 avec 1 cartouche indiquant le titre du dossier, la commune et le n° de section.

Les cartes seront fournies aux formats PDF et JPG.

Les couches SIG de l'ensemble des cartes seront fournies au format SIG Shapefile et utiliseront le système de référence de coordonnées RGF 93/Lambert 93 (code EPSG 2154).

ARTICLE 10 ARTICLE 10- DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont apportées aux articles suivants du CCAG :

CCP 1-6	déroge à l'article	28 du CCAG
CCP 1-9	déroge à l'article	9-2 du CCAG
CCP 2	déroge à l'article	4-1 du CCAG
CCP 3-5	déroge à l'article	11-1 du CCAG